

*Présenté par le Core Group de Sécurité Alimentaire d'ORU Fogar*

La tenue du quatrième Sommet des régions sur la sécurité alimentaire arrive à un moment très pertinent. Nous voyons tous, partout dans le monde, se préparer la tempête parfaite pour que se produise ce que Paul Roberts a appelé "The end of the food" ou "La faim qui vient". Ces derniers mois, les prix des matières premières et des denrées alimentaires ont connu une hausse sans précédent. Les causes sont diverses. Il y a ici des problèmes de fond qui viennent de loin.

Nous pensions que la mondialisation nous donnait la sécurité. La nourriture venait de n'importe où dans le monde. Ils étaient achetés là où ils offraient les meilleures conditions. En effet, beaucoup de progrès ont été réalisés : il y a aujourd'hui 300 millions de personnes souffrant de la faim de moins qu'en 1992, malgré une augmentation démographique de 1,9 milliard de personnes.

La pandémie COVID19, cependant, a entravé toutes les chaînes d'approvisionnement, perturbant complètement le commerce mondial des denrées alimentaires. La guerre en Ukraine a ensuite renchéri le prix des combustibles fossiles, ce qui a entraîné une hausse des prix des transports et des engrais, avec un effet direct sur les denrées alimentaires. Avant, pendant et après ces situations, le changement climatique. Et avec la chaleur, les incendies, les sécheresses et les inondations, la production agricole est, au mieux, réduite.

Dans ce contexte, il sera impossible d'atteindre l'objectif 2 Faim zéro fixé par les Nations unies dans l'Agenda 2030. Les chiffres de la malnutrition sont en augmentation. Il en va de même pour les personnes souffrant de la faim aiguë. Quoi qu'il en soit, la guerre en Ukraine met des millions de personnes en danger de faim, en particulier en Afrique.

La gravité de la situation n'échappe à personne. Le 21 septembre 2021, Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a convoqué un sommet sur les systèmes alimentaires. Lors de cet important rendez-vous, les Nations Unies ont mis l'accent sur certains aspects sur lesquels ORU Fogar est engagée depuis des années. Ainsi, il a été dit que le développement rural est essentiel pour atteindre l'objectif Faim zéro. Il y a longtemps qu'un document important des Nations unies ne s'est pas exprimé aussi clairement en faveur du milieu rural.

Les régions et les réseaux de régions réunis à Temuco, en Araucanie, au Chili, lors du quatrième Sommet "Faim Zéro", doivent tirer ces conclusions au niveau territorial. La rencontre doit surtout servir à réaffirmer que **nous voulons un monde sans faim**. Nous savons que c'est un objectif que personne ne peut atteindre seul. Les organisations internationales, les gouvernements locaux, régionaux et nationaux, les citoyens, les organisations sociales civiles et le secteur privé doivent collaborer pour investir, innover et créer des solutions durables. Les régions ne vont pas se dérober à leurs responsabilités; une responsabilité partagée dans une dynamique que nous plaçons toujours dans le cadre de la relation Nord-Sud.

## FACTEURS DÉTERMINANTS DE LA CRISE ALIMENTAIRE

Les rapports de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) mettent en garde contre les effets du changement climatique, de la pandémie de coronavirus et de la guerre en Ukraine qui empêcheraient de relever le défi de la faim zéro d'ici 2030. Les Nations Unies mettent également en garde contre le danger que représentent les processus de désertification et la mauvaise gestion des politiques de l'eau. Par ailleurs, il ne fait aucun doute qu'une certaine conception du développement agricole a des conséquences perverses. ORU Fogar, pour sa part, a toujours indiqué que la mauvaise gouvernance et le non-respect du principe de subsidiarité empêchent de progresser vers l'ODD 2.

### Changement climatique

Il existe un risque croissant de perte de récoltes et de bétail, ainsi que de diminution de la disponibilité des produits marins, forestiers et de l'aquaculture. Les événements climatiques extrêmes auront un impact négatif sur les disponibilités alimentaires. Ainsi, les secteurs les plus vulnérables, ruraux et urbains, risquent l'insécurité alimentaire. Le changement climatique aggravera les conditions de vie des agriculteurs, des pêcheurs et des habitants des forêts. Il en résultera une augmentation de la faim et de la malnutrition.

### Covid 19

Près de 828 millions de personnes avaient faim à la fin de 2021. Un rapport de cinq agences de l'ONU a mis en garde contre la difficulté d'atteindre l'objectif de mettre fin à la faim et à la malnutrition d'ici 2030. Depuis le début de la pandémie en 2019, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 150 millions. À la fin de 2021, quelque 2,3 milliards de personnes (soit près de 30 % de la population mondiale) n'avaient pas accès à l'alimentation, soit 350 millions de plus qu'avant l'arrivée du COVID-19.

### La guerre en Ukraine

L'Ukraine et la Russie sont deux des plus grands producteurs et exportateurs de céréales au monde. Ensemble, ils produisent 30 % du blé mondial, 50 % de l'huile de tournesol et 15 % des engrais. Les difficultés de production dues au conflit, au blocus des ports et au blocus des transports sont devenues, en fin de compte, de graves obstacles pour l'alimentation de nombreux pays. Cela parce que les produits n'arrivaient pas à destination, mais aussi en raison de l'effet sur les prix. Mais la guerre a également perturbé le marché des hydrocarbures, augmentant le coût du transport et des engrais, surtout dans les pays qui exportent des céréales pour leur alimentation et celle du bétail.

### Désertification et mauvaise politique de l'eau

Le changement climatique désertifie des territoires et, à une vitesse inattendue, réduit les ressources en eau dans de nombreuses géographies. Alors qu'il s'agissait d'une ressource abondante, peu d'attention a été accordée à la gestion de l'eau douce. Dans de nombreux pays, la planification et la gestion des ressources restent extrêmement centralisées, ce qui les rend souvent très inefficaces. Garantir la sécurité de l'eau exige des politiques très déterminées de la part de tous les niveaux de gouvernement.

### Modèle agricole

Au cours des 30 dernières années, un modèle agricole intensif, compétitif, axé sur le marché s'est développé, tandis que l'agriculture familiale se dégradait. Ce modèle s'est avéré inefficace pour mettre fin à la faim et résoudre les problèmes de malnutrition et d'anémie dans de nombreuses régions. Pendant la même période, les secteurs agricole et rural ont été négligés et n'ont pas bénéficié d'investissements suffisants. Bien que 75 % des pauvres du monde vivent dans les zones rurales, les pays agricoles ne consacrent qu'une très faible part des dépenses publiques à l'agriculture et à l'environnement rural. La capacité de l'agriculture à promouvoir le développement a été largement gaspillée. Les pressions exercées par les crises alimentaires ont également fait pencher les budgets publics et les priorités des donateurs sur la fourniture directe de denrées alimentaires plutôt que sur des investissements générateurs de croissance et d'augmentation des revenus.

### Mauvaise gouvernance

Une administration centralisée et bureaucratique est peu efficace pour résoudre les problèmes de la faim. La lutte à venir exigera une gouvernance dans laquelle tous les niveaux de gouvernement adhèrent au principe de subsidiarité. C'est la raison pour laquelle les gouvernements régionaux ne peuvent se permettre de lésiner ni sur leurs compétences, ni sur leurs ressources économiques et humaines.



## APPROCHES PROSPECTIVES

### Souveraineté alimentaire

Le concept de sécurité alimentaire est associé à "suffisance" alimentaire et suppose la disponibilité et l'accès à la nourriture. Il ne fait aucun doute, cependant, que la ressource arrive de milliers de kilomètres. Il ne se pose pas non plus la question de savoir si cet aliment, souvent à bas prix, a pour effet de détruire le système de production local. Compte tenu de cette limitation, nous misons sur le dépassement du concept de "Sécurité Alimentaire" par celui de "Souveraineté Alimentaire". Il vise à faire en sorte que non seulement la nourriture soit suffisante, mais aussi qu'elle contribue au renforcement de l'économie locale, à la défense de la biodiversité locale et à l'obtention de revenus par les producteurs de la région. Par ailleurs, il est clair qu'à l'heure où le commerce international est menacé par de multiples facteurs, la résilience du territoire doit être renforcée et la production alimentaire dans la région doit être assurée au maximum.

### Une gouvernance Faim Zéro

La crise à venir appelle à un nouvel engagement pour améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Des structures centralisées et bureaucratiques doivent être surmontées, en faveur de modes de fonctionnement plus souples impliquant tous les niveaux de gouvernement sous le principe de subsidiarité. Ce sont les gouvernements régionaux, les gouvernements de proximité, qui gèrent les services. Dans ces conditions, il faudra débattre de la nécessité d'allouer aux régions une part plus importante du budget national.

### Priorité aux zones rurales

Le Sommet des systèmes alimentaires des Nations Unies s'est montré très favorable au monde rural. La sécurité alimentaire passait par la prospérité rurale. On a mis en garde contre l'importance d'investir davantage dans les exploitations agricoles rurales et dans les petites et moyennes entreprises locales, car elles peuvent contribuer à créer des systèmes alimentaires plus inclusifs, équitables et durables. Ainsi, il y a eu un appel pour que les petits agriculteurs des pays en développement, qui cultivent un tiers des aliments consommés dans le monde, reçoivent des "salaires décent". Les régions ne peuvent que souscrire et soutenir cette approche.

### Miser sur l'agriculture

L'agriculture demeure l'un des instruments les plus prometteurs de réduction de la pauvreté dans le monde. ORU Fogar appelle donc à un accroissement des investissements dans l'agriculture dans les pays en développement et avertit que, pour atteindre l'objectif Faim zéro, le secteur agricole doit devenir l'axe du programme de développement. Les principales conditions pour parvenir à un bon secteur agricole seraient les suivantes : améliorer l'accès aux marchés grâce à un bon transport, des infrastructures de transformation et de commercialisation, une politique commerciale, des taxes

non discriminatoires, des niveaux élevés d'investissement dans la recherche et la vulgarisation agricoles, un système de droits de propriété qui encourage l'initiative privée, la création d'emplois non agricoles et, enfin, le bon fonctionnement des institutions qui rendent efficaces toutes ces politiques.

### Agriculture familiale

Au cours des 30 dernières années, un modèle agricole intensif, compétitif et axé sur le marché s'est développé. On constate aujourd'hui que la recette la plus appropriée est de privilégier l'agriculture familiale, qui met au premier plan l'alimentation des familles paysannes. Le principal problème n'est pas la production alimentaire, mais la distribution et l'accès. Pour être efficaces dans l'éradication de la faim dans le monde, il faut accorder la priorité aux petits exploitants agricoles, aux pêcheurs artisanaux, aux femmes et aux autres groupes vulnérables et à leur accès aux ressources nécessaires pour produire de la nourriture. Par conséquent, la souveraineté alimentaire doit être au centre de la réalisation de la sécurité alimentaire de ce milliard de personnes qui souffrent de la faim. Toute stratégie de lutte contre la faim ne vaut pas n'importe quel modèle agricole; un développement rural axé prioritairement sur la production familiale est nécessaire.

### Aliments de proximité

Conformément à la politique de souveraineté alimentaire, la priorité doit être accordée aux aliments de proximité, à la production de Km0, à la création d'appellations d'origine, à l'agriculture familiale et même à la gastronomie autochtone. En ce moment de changement climatique, il est également important d'adopter des cultures résilientes et moins dépendantes de l'eau. Dans le même ordre d'idées, il convient de noter que les variétés autochtones sont souvent les mieux adaptées au territoire.

### Politiques de l'eau

Avec une crise climatique qui désertifie les territoires et épuise les ressources en eau dans de nombreuses géographies, une bonne gestion de l'eau douce nécessitera une gestion très efficace. La sécurité de l'eau exigera un financement comme jamais auparavant. Il faudra éviter les pertes et les fuites (avec des pourcentages très importants dans de nombreux pays), exploiter les eaux de pluie, recycler les eaux usées et construire des usines de dessalement. La reconnaissance du rôle des gouvernements territoriaux dans cette gestion sera aussi importante que le financement. Partout dans le monde, les autorités municipales ont reconnu leur rôle, tant dans l'approvisionnement en eau des ménages que dans l'évacuation des eaux usées. Dans de nombreux pays, toutefois, la planification et la gestion des ressources restent extrêmement centralisées. La menace qui pèse sur de nombreux pays doit être l'occasion de repenser la répartition des compétences dans le domaine de la gestion de l'eau, pour que les gouvernements régionaux jouent un rôle de premier plan. Ce sont eux, enfin, qui, avec une connaissance précise de leur territoire, savent où se trouvent les ressources et où se trouvent les besoins en eau.

### Protection des sols

Une politique active de protection et de régénération des sols est nécessaire. Des sols de meilleure qualité sont nécessaires, c'est pourquoi il est important de donner la priorité à la fertilisation organique des engrais chimiques inorganiques, qui causent des problèmes de pollution des aquifères, sources ultérieures d'approvisionnement en eau. Le monde agricole et de l'élevage doit intégrer le concept d'"économie circulaire" et le domaine public doit veiller à une bonne gestion des déjections animales, du fumier, des restes végétaux... pour que ceux-ci deviennent, le cas échéant, du biogaz ou un bon engrais. En cette période de crise alimentaire, il convient par ailleurs de privilégier dans les sols agricoles la production de denrées alimentaires par rapport à d'autres usages (par exemple, les cultures énergétiques).

### Éducation alimentaire

La malnutrition est un problème de santé global, qui peut conduire à l'anémie, mais aussi à l'obésité. Elle est causée par des régimes malsains. Les familles assurent généralement une éducation adéquate. La disparition des régimes traditionnels, la publicité alimentaire et les stratégies de l'industrie alimentaire ont cependant détruit ce savoir ancestral. Ainsi, il est aujourd'hui nécessaire et pertinent de mettre en œuvre des plans d'éducation alimentaire et nutritionnelle qui, dans de nombreux cas, peuvent être mis en œuvre par le gouvernement régional. Ces plans visent à favoriser l'adoption volontaire de comportements alimentaires favorables à la santé et au bien-être.

### Plan de choc / Plan stratégique

Dans le contexte actuel de hausse généralisée des prix, nous proposons que chaque région élabore un plan de crise qui garantisse l'approvisionnement en denrées alimentaires, en veillant à ce que les réseaux de distribution atteignent tous les coins du territoire. Ce plan de choc, à notre avis, doit prévoir:

Assurer l'approvisionnement alimentaire des populations les plus vulnérables.

Qu'une attention particulière soit accordée aux enfants pour que cette crise n'affecte pas leur développement.

Soutenir l'agriculture et le secteur primaire en général par des réseaux locaux et régionaux de distribution de leurs produits.

Protection et soutien des réseaux de distribution et des marchés locaux.

Cette situation des mois à venir étant dépassée, les gouvernements régionaux doivent disposer d'un plan stratégique de sécurité alimentaire régulièrement mis à jour.